

CAHIER DES CHARGES TRAVAUX D'INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE LOT 1 VRD

Mots clés : IRVE – Bornes de recharges – Véhicules électriques

Objet : Le présent document définit les prestations de travaux VRD attendus pour l'installation de bornes de recharge des véhicules électriques sur le centre CEA Marcoule.
Le présent cahier des charges sert de base pour l'établissement des propositions techniques et commerciales des soumissionnaires.

Destinataires : Les fonctions ci-dessous mentionnées sont prévenues par messagerie de l'émission de ce document

Elisabeth CAILLAT	DG/CEAMAR//STL/GTPP
Olivier BLAIZE	DG/CEAMAR//STL/DIR
Frédéric LONGUET	DG/CEAMAR//STL/DIR

Diffusion : Ce document est mis à disposition via la GED STL ENNOV. Aucune version papier n'est délivrée en interne.

000	16/04/2025	Edition Originale
Indice	Date	Détails des modifications apportées

		po	
S. GISSINGER	E. CAILLAT	E. ARGOUT	O. BLAIZE
Chargé d'Affaire	Cheffe de Groupe GTPP	Qualité	Chef du STL
Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Emetteur

HISTORIQUE

0	16/04/2025	Edition Originale
Indice	Date	Détails des modifications apportées

Impact opérationnel de la mise à jour

Classement dans l'architecture de la GEDE :

SOMMAIRE

1	DOMAINE D'APPLICATION	6
2	DOCUMENTS DE REFERENCE	6
2.1	REGLEMENTATION	6
2.2	DOCUMENTS APPLICABLES AU SITE DE MARCOULE	7
2.3	DOCUMENTS TECHNIQUES ET SPECIFIQUES	8
2.3.1	<i>Documents communs</i>	8
2.3.2	<i>Documents spécifiques à l'intervention</i>	8
3	TERMINOLOGIE	8
4	PRESENTATION DU PROJET	10
5	DEFINITION TECHNIQUE DE LA PRESTATION	11
5.1	GENERALITES	11
5.1.1	<i>Description du contexte et de l'environnement</i>	12
5.2	MOYENS HUMAINS ET MATERIELS	12
5.3	ETUDES	12
5.4	TRAVAUX	12
5.4.1	<i>Généralités :</i>	13
5.4.2	<i>Terrassement</i>	13
5.4.3	<i>Déchets</i>	13
5.4.4	<i>Massif Béton</i>	13
5.4.5	<i>Regard en béton</i>	13
5.4.6	<i>Gaines TPC</i>	13
5.4.7	<i>Conducteur de terre</i>	13
5.4.8	<i>Plaques alvéolées</i>	14
5.4.9	<i>Remise en état</i>	14
5.4.10	<i>Offre</i>	14
5.5	LES RELEVES TOPOGRAPHIQUES ET DOE	14
6	ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES	14
6.1	PERSONNEL D'ENCADREMENT	14
6.2	PERSONNEL D'INTERVENTION	15
7	DEMANDE D'EQUIPEMENT D'UN POSTE IRVE	15
7.1	PREVISION DES POSTES RVE A EQUIPER	15
7.2	DEMANDE DE DEVIS	15
7.3	REPOSE DU TITULAIRE	16
8	PLANNING – SUIVI	16
8.1	EXEMPLE DE MACRO PLANNING	16
8.2	PREVISIONNEL	17
8.3	SUIVI	17
9	CONDITIONS D'EXECUTION	18
9.1	CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT	18
9.2	CONTRAINTES D'INTERFACE	18
9.2.1	<i>Interfaces techniques</i>	18
9.2.2	<i>Interfaces organisationnelles</i>	18
9.3	CONDITIONS D'INTERVENTION ET DE TRAVAIL	18
9.3.1	<i>Généralités</i>	18

9.3.2	Conditions de sécurité	19
9.3.3	Travail en zone délimitée	19
9.3.4	Travaux en présence d'amiante relevant de la sous-section 4.	19
9.3.5	Habilitations	19
10	MANAGEMENT QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT	20
10.1	SPECIFICATIONS RELATIVES A LA QUALITE ET L'ENVIRONNEMENT	20
10.2	SECURITE	20
10.3	GESTION DES DECHETS	21
10.4	PERFORMANCE ENERGETIQUE	22
10.5	SUIVI DES EXIGENCES	22
11	MAITRISE DE LA SOUS-TRAITANCE	22
ANNEXE N° 1 - IDENTIFICATION DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX (AE) DE LA PRESTATION		23
ANNEXE N°2 - MAITRISE OPERATIONNELLE DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX (AE) DE LA PRESTATION.		24

Identification de la nécessité de protection des informations**Niveau de protection du marché**

Cocher la case :

☒ Libre

☐ Sensible* ☐ sans enquête administrative ☐ avec enquête administrative
☐ Classifié* ☐ avec accès ☐ avec détention ☐ Secret ☐ Très Secret
Spécial France ☐ OUI ☐ NON

MDS ☐ OUI ☐ NON**Protection des informations (application de l'IGI 1300 arrêté du 09 août 2021)**

Cocher la case :

- ☒ Le présent cahier des charges / DCE ne contient aucune information sensible ; il peut être mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA
- ☐ Le présent cahier des charges / DCE contient des informations sensibles ou DR : sa mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA ne peut se faire qu'en utilisant des conteneurs ZED.
- ☐ Le présent cahier des charges / DCE contient des informations classifiées : sa mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA **est interdite**.

* Signature Correspondant Sécurité Département Nom, prénom

Visa :

1 OBJET

Le présent cahier des charges est destiné à définir le contenu et les modalités de réalisation des travaux de VRD relatifs à la mise en œuvre de bornes de recharge des véhicules électriques sur le centre CEA Marcoule, ainsi que la prestation de gestion et de supervision associés.

Le Titulaire devra prévoir toutes les études d'exécution et travaux indispensables, afin d'assurer l'achèvement complet de l'installation, sans qu'elle puisse ne prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire, pour des raisons d'omission dans les plans et les descriptifs.

En tout état de cause, le fait d'avoir remis une offre implique que le Titulaire a une parfaite connaissance des conditions d'accès, de déchargement et d'exécution.

2 DOMAINE D'APPLICATION

La loi LOM impose l'installation de points de recharge de véhicules électriques sur le site de Marcoule. L'objectif étant de pouvoir recharger les véhicules de service et personnels circulant sur le centre.

Afin de répondre à la Loi d'Orientation des Mobilités (loi LOM), le Service Technique et Logistique (STL) a entrepris de déployer une IRVE sur son site de Marcoule.

Cette IRVE sera composée de points de charge et d'une gestion vers une supervision externe. Les points de charge seront installés sur les parcs de stationnement des bâtiments au plus près des points de livraison électrique disponibles.

Le présent cahier des charges définit les limites de prestations **du lot n° 1**, partie VRD, de l'accord-cadre d'études et d'installation de bornes de recharge des véhicules électriques sur le centre CEA Marcoule.

Le projet est prévu sur 2 années consécutives pour l'installation d'un nombre maximal de 180 nouveaux points de charges. Le projet prévoit également la jouvence de points de charge existants par une nouvelle génération.

L'installation de ces points de charge comprend :

- Le lot 1 est dédié aux travaux VRD
- Le lot 2 est dédié aux travaux d'ordre électrique, la gestion et la supervision

Le projet MIRVE, sur le centre de Marcoule s'inscrit dans les obligations définies par la loi LOM qui impose le déploiement d'une infrastructure de recharge pour véhicules électriques entre autres dans les centres privés.

Le Titulaire du lot 1 aura en charge, à travers des bons de commande, de réaliser les études d'exécution, les approvisionnements, les travaux et les contrôles relatifs à ses prestations.

3 DOCUMENTS DE REFERENCE

3.1 Réglementation

- [1] Norme ISO 9001 : Systèmes de management de la qualité.
- [2] Norme ISO 14001 : Système de management de l'environnement.
- [3] Norme ISO 45001 : Système de management de la santé et de la sécurité au travail.
- [4] Norme ISO 50001 : Systèmes de management de l'énergie.

- [5] Décret 92-158 du 20 février 1992 : Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- [6] Code de la santé publique et code du travail (Cf. exigences législatives et réglementaires en matière de radioprotection).
- [7] Norme NF C 18-510 : Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique
- [8] Norme NF C 15-100 : Installation électrique basse tension.
- [9] Norme NFC 32-070 : Conducteurs et câbles isolés pour installations - Essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu.
- [10] Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.
- [11] Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications d'échafaudages.
- [12] Code de l'Environnement
- [13] Code de l'Energie
- [14] Code de construction et de l'Habitation

Décrets :

- [15] Décret n°2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail

3.2 Documents applicables au site de Marcoule

- [16] Règlement Entreprises Extérieures (référence MAR/PR/SEC/105). Ce document porte à la connaissance des entreprises extérieures les principales règles de fonctionnement du site de Marcoule et les formalités essentielles à accomplir pour y accéder et y travailler.
- [17] Code de sécurité Marcoule (Site intranet).
- [18] Procédure d'accès au centre de Marcoule des salariés des Entreprises Extérieure (MAR/DIR/CSAE PR SEC 110).
- [19] Procédure Formation « Accueil Sécurité Nouveaux Arrivants (MAR/DIR/CSAE PR SEC 112).
- [20] Travaux effectués par les entreprises extérieures sur les installations du CEA Marcoule (MAR PR SEC 006).
- [21] Procédure relative aux Fiches d'Intervention Entreprises Extérieures -FI2E- (MAR PR SEC 013).
- [22] Procédure d'Entrée et de Sorties de Matériel et de Matériau du Centre de Marcoule (MAR/DIR/CSAE PR SEC 140).
- [23] Règles de Sécurité Applicables aux opérations de Chargement et Déchargement de Marchandises Conventionnelles et Dangereuses (MAR RS SEC 017).
- [24] Règles Générales de Gestion des Déchets (MAR PR ENV 002).
- [25] Règles de Gestion des Déchets Industriels Dangereux (MAR/DIR PR S2 151).
- [26] Règles de Gestion des Déchets Industriels Banals (DIR/VRH PR S2 153).
- [27] Règles de Gestion des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DIR/VRH PR S2 154).
- [28] Gestion des Terres et Gravats de type conventionnel avant évacuation du Centre de Marcoule (MAR PR GEN 018).
- [29] [71] PR-SSTL-2016-013674 – Aménagement sur le site de Marcoule : Procédure d'information plan masse

3.3 Documents techniques et spécifiques

3.3.1 Documents communs

La prestation est concernée par des opérations d'ordre électrique, mécanique ou fluide :

- [30] Consignation Electrique sur les installations du CEA Marcoule (MAR RS SEC 034).
- [31] Consignation Mécanique et Fluides sur les installations du CEA Marcoule (MAR RS SEC 035).
- [32] Travaux et interventions à risque électrique (DUSP/DIR RS SEC 052).

Documents « sécurité conventionnelle »

- [33] Prévention des risques liés au travail isolé (MAR PR SEC 015).
- [34] Consignes pour le travail en hauteur (CSNSQ PR SEC 27).
- [35] Prévention du risque bruit (MAR PR SEC 033).
- [36] Gestion du Permis de Feu – Travaux par point chaud (DUSP/DIR RS SEC 018).
- [37] Règle de Sécurité Anoxie – Asphyxie (MAR RS SEC 024).

3.3.2 Documents spécifiques à l'intervention

- [38] SP-SG-2024-176154– Standard IRVE

Ces documents recensent l'ensemble des références pour l'installation de bornes de recharges et notamment

- Les réglementations applicables ;
- Les documents applicables au site de Marcoule ;
- Les documents techniques et spécifiques.

4 TERMINOLOGIE

Titulaire : Fournisseur de la commande qui fournit un produit (biens ou services) au client.

Sous-traitant : Organisme qui fournit un produit (biens ou services) au titulaire.

Poste IRVE : Installation électrique composée de bornes de recharge et de leur coffret IRVE associé.

AE :	Aspect Environnemental
AES :	Aspect Environnemental Significatif
AI :	Autorisations d'Intervention
AIP :	Activité Importante pour la Protection
APRF :	Appareils de Protection Respiratoire Filtrants
C1N :	Contrôles de 1er Niveau
C2SP :	Cahier des Clauses Sociales Particulières
CA :	Chargé d'Affaire
CCTP:	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CEE :	Certificat d'Economie d'Energie
CGA :	Conditions Générales d'Achat du CEA
CO :	Chargé d'Opération

CRP :	<i>Conseiller en Radioprotection</i>
CRR :	<i>Compte Rendu de Réunion</i>
CT :	<i>Chargé de Travaux</i>
CT :	<i>Code du Travail</i>
DAM :	<i>Dossier Amiante Marcoule</i>
DIMR :	<i>Dossier d'Intervention en Milieu Radioactif</i>
DMP :	<i>Dispositions et Moyens Particuliers</i>
EIP :	<i>Éléments Importants pour la Protection</i>
EIS :	<i>Éléments Importants pour la Sécurité</i>
EPI :	<i>Équipement de Protection Individuel</i>
EPVR :	<i>Équipement de Protection de Voies Respiratoires</i>
FCR :	<i>Fibre Céramique Réfractaire</i>
FLS :	<i>Formation Locale de Sécurité</i>
LDA :	<i>Liste des Documents Applicables</i>
LRIC/M :	<i>Laboratoire de Radioprotection des Installations de R&D Cycle et Supports transverses.</i>
MOE :	<i>Maître d'œuvre</i>
MSR :	<i>Mise Sous Régime</i>
OI :	<i>Ordre d'intervention Centrale PHENIX</i>
PCR :	<i>Personne Compétente en Radioprotection</i>
PdP :	<i>Plan de Prévention</i>
PMQ :	<i>Plan de Management de la Qualité (Dispositions prises pour obtenir la qualité)</i>
PMUC :	<i>Produits et Matériaux Utilisables en Centrale nucléaire</i>
PV :	<i>Procès-Verbal</i>
RO :	<i>Responsable Opérationnel</i>
RPP :	<i>Recueil de Prescriptions au Personnel</i>
RQE :	<i>Responsable Qualité Environnement</i>
SCPPRP :	<i>Salarié Compétent en Protection et Prévention des Risques Professionnels</i>
SISERI :	<i>Système d'Information de la Surveillance de l'Exposition aux Rayonnements Ionisants</i>
SPR :	<i>Service de Protection contre les Rayonnements</i>

5 PRESENTATION DU PROJET

Le projet général d'installation d'une IRVE sur le centre de Marcoule a pour objectif d'équiper les zones d'emplacements de stationnements de points de recharges électriques. Au total, 220 points de charge environ seront mis à disposition.

Le projet concerné par le présent marché concerne environ 135 nouveaux points de charge ainsi que le pré-équipement de 45 futurs points de charge.

Le projet prévoit plusieurs cas d'installations de bornes en fonction du nombre d'emplacements de stationnement, voir [38]. Chacun de ces cas sera dédié à un parking choisi par le CEA pour répondre à la loi LOM. Ces parkings peuvent regrouper un ou plusieurs bâtiments qui le jouxtent.

Les travaux apportent les modifications suivantes sur les installations du CEA :

- Travaux de VRD pour l'installation des gaines enterrées. Ces travaux incluent la pose des plots en bétons, supports des bornes et coffrets, sur les zones de parkings.

Les travaux électriques (hors lot1) :

- Modification des postes de livraisons électriques : ajout d'un ou plusieurs départs dans les tableaux de distribution basse tension.
- Installation des bornes sur les plots béton.
- Ajouts des liaisons électriques entre les armoires électriques et les bornes.

Il est important que le Titulaire tienne compte que plusieurs postes RVE pourront être équipés en même temps.

Le tableau ci-dessous présente la liste prévisionnelle des points de charge (2 PdC = 1 borne) par zone :

Priorité	Zone	Installation	Nombre Total de PdC	Nombre Total de bornes à installer	+ Nombre de borne Pré-équipée	+ Nombre de bornes existantes conservées
	B.600	SG	8	-		3
4	B.181	SG	10	-	1	3
4	PHENIX Nord	PHENIX	2	1		
2	PHENIX Est	PHENIX	4	1	1	
1	PHENIX Sud	PHENIX	16	7		1
1	ATALANTE	SAG	6	2	1	
4	Cantine	SCO	8	3	1	
1	APM	CD	4	2		
3	B.222	SG	6	0	1	2
3	LABO109	SAG	4	2		
2	UP1 & Vestiaires	SCO	14	6		1
2	SAG	SAG	6	1	1	1
4	DIADEM	SCO	6	1	2	
1	SPR	SPR	6	3		
4	IZEN	IZEN	4	1		1
4	ATM	ATM	2	1		
1	G1	SAG	14	3	3	1

Priorité	Zone	Installation	Nombre Total de PdC	Nombre Total de bornes à installer	+ Nombre de borne Pré-équipée	+ Nombre de bornes existantes conservées
2	HERA	HERA	6	3		
3	ISAI	SAG	2	1		
3	MEDICAL	SAG	4	2		
1	FLS	FLS	6	1 (borne en 2 x 22kW)		2
2	ACCUEIL (ouest)	SG	4	1	1	
1	VISIATOME & ICSM	SAG	10	3	2	
4	B.01 & 02	SG	8	1	1	2
1	B3F	SAG	10	3		2
3	ATOLL	ATOLL	6	2	1	
2	STEL (B.471)	SAG	4	2		
2	STEL (B.122)	SAG	4	2		
3	EIP	SCO	2	1		
4	ACAS	SG	4	2		
3	AMEC3	SAG	6	2	1	
3	Vestiaires ENT	SCO	6	3		
3	MAR400/DEGAINAGE	SAG	10	0	2	3
4	CELESTIN	SAG	6	1	2	
	TOTAL		218	64	21	22

6 DEFINITION TECHNIQUE DE LA PRESTATION

6.1 Généralités

D'une manière générale, les types d'interventions liées au contrat pourront être les suivantes (liste non exhaustive) :

- ✍ Les études qui incluent :
 - Le recueil des données de base;
 - L'émission d'un plan d'exécution
 - L'émission des autorisations de terrassements et des bons de déchets;
- ✍ La mise à jour du plan de masse;
- ✍ Les travaux de terrassement et l'installation de gaines TPC et conducteurs de terre 50mm² ;
- ✍ L'installation de regards et massifs en béton, et barrières antichocs ;
- ✍ La remise en état des zones concernées ;
- ✍ La remise du plan de masse à jour et des rapports de conformité.

L'ensemble de ces prestations fera l'objet de la part du CEA :

- ✍ D'une demande préalable de devis à établir suivant le bordereau de prix ;
- ✍ D'une demande de planning indiquant au moins les dates de début et de fin de travaux ;
- ✍ D'une demande d'engagement de travaux appelée ordre de service (OS) suivant le devis et le planning du Titulaire après accord CEA;
- ✍ De l'émission d'un PV de réception à l'issue du contrôle de conformité aux réquisitions et de la mise à jour du plan masse.

6.1.1 Description du contexte et de l'environnement

Les installations concernées sont :

- APM : Atelier Plutonium de Marcoule
- ATM : Atelier Tritium de Marcoule
- ATOLL : Atelier de Traitement Optimisé de Lavage du Linge
- FLS : Formation Local de Sécurité. Assure la sécurité du centre
- IZEN : Zone Nord
- PHENIX
- SAG : Service des Auxiliaires Généraux. Distribue les fluides (Electricité, Eau chaude...)
- SCO : Service Communs (Vestiaires, Restaurant, Centre de tri),
- SG : Services Généraux (Bureaux).
- SPR : Service de Protection contre les Rayonnements (Surveillance radiologique).

Dans chaque installation, les travaux pourront avoir lieux depuis tous les postes électriques et infrastructures menant à ces locaux. **Les locaux en zone ne sont pas concernés.**

6.2 Moyens humains et matériels

Le Titulaire du marché se dotera des moyens humains et matériels nécessaires pour mener à bien les prestations demandées, en respectant la qualité requise et les délais.

Les matériels utilisés pour réaliser les essais devront être en bon état, un certificat d'étalonnage valide sera demandé pour les appareils de mesure et de contrôle.

6.3 Etudes

Qu'elle relève du gros œuvre, du 2nd œuvre ou de l'intervention sur les VRD, l'étude a toujours pour support d'origine les extraits tous réseaux ou les trames de bâtiments remis par le Plan Masse.

Il peut être consulté pour des demandes de plans, d'extraits et d'informations liées aux bâtiments, et VRD.

Toutes demandes d'extraits ou d'informations au Plan masse doivent être envoyées par courriel à l'adresse de messagerie MAR_Plan_Masse (vrh_plan_masse@cea.fr) [29].

En complément, le Titulaire aura en charge de réaliser les relevés in situ pour déterminer les types d'ouvertures et leurs distances.

Les études à chiffrer respecteront les phases suivantes :

- Le recueil des données sur place et les métrés ;
- L'émission d'un plan d'exécution
- Le remplissage et la diffusion des autorisations de terrassement;
- Le remplissage et la diffusion des bons de déchet;
- Les plans masse mis à jour.
- La remise d'un rapport de conformité.

Les plans masse seront mis à jour et incluront toutes les modifications.

6.4 Travaux

6.4.1 Généralités :

Dans le cas où des tranchées soient nécessaires, elles seront à la charge du Titulaire. Les travaux seront réalisés conformément aux normes en vigueur, en particulier les normes :

- NF P 98-331 Chaussées et dépendances - Tranchées : ouverture, remblayage, réfection,
- NF P 98-332 Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux.

Les voiries et les zones bitumées seront reconstituées sans dégradation de leur état initial. En cas de dégradation ultérieure des zones ouvertes suite à ses modifications, Il sera demandé au Titulaire de prendre en charge les réparations.

6.4.2 Terrassement

Tout terrassement à l'extérieur des bâtiments doit faire l'objet d'une demande d'autorisation de terrassement, voir [29]. Celle-ci est faite suivant la procédure et la fiche de demande. Une description précise des travaux doit être fournie en même temps qu'un extrait local (demandé au préalable) du plan masse surchargé.

6.4.3 Déchets

Conformément au document de référence [28], il est rappelé qu'avant toute évacuation du Centre de Marcoule, les déchets conventionnels inertes doivent faire l'objet d'une pesée au centre de tri et d'un passage au CRCV avec renseignement du bordereau.

Le Titulaire aura en charge de remplir un bordereau pour chaque type de déchets (bitume, gravats et de terre).

6.4.4 Massif Béton

Le Titulaire aura en charge d'approvisionner et d'installer des massifs en béton qui accueilleront les bornes et les coffrets électriques comme stipulé dans le standard [38].

6.4.5 Regard en béton

Le Titulaire approvisionnera et installera des regards béton avec tampon en fonte installés :

- Au pied des bornes comme stipulé dans le standard [38] ;
- Au changement de direction à 90 degrés ;
- Tous les 80 m le cas échéant ;
- Au pied des bâtiments.

6.4.6 Gaines TPC

Les câbles seront placés dans des fourreaux aiguillés de type TPC et posés suivant la norme :

- NF C 15-100 § 529.5 – Canalisations enterrées.

De façon générale, les fourreaux seront posés de la façon suivante :

- Entre le bâtiment et le premier massif : une gaine TPC D90 pour le CFO et une D40 pour le CFA ;
- Entre deux massifs : une gaine TPC D90 et une gaine TPC D40.

La distance maximale des gaines sans regard est de 80 m, sur demande (dans les spécifications) des regards supplémentaires pourront être installés.

L'entrée dans les bâtiments et dans les bornes sera réalisée avec des fourreaux.

Les fourreaux sont à charge du présent lot 1 ; les câbles sont à charge du lot 2.

6.4.7 Conducteur de terre

Un conducteur en cuivre nu d'une section de 50 mm² sera disposé dans le sol en parallèle des gaines TPC. Il sera installé entre l'entrée du bâtiment et la première borne puis entre chaque borne. Le Titulaire gardera 1 m de réserve dans les regards et au niveau de la dernière borne.

6.4.8 Plaques alvéolées

Il pourra être demandé d'installer des plaques alvéolées avec gravier calcaire concassé dans le cas de création d'emplacements de stationnement.

Le nombre d'emplacements sera défini par le CEA.

Le Titulaire aura en charge :

- Le terrassement,
- L'installation d'un géotextile sous les plaques alvéolées,
- L'installation des plaques alvéolaires et le concassé.

Les plaques seront de type Ecoraster E40 ou équivalent. Le remplissage sera réalisé avec du concassé calcaire de couleur grise. Les lignages seront réalisés avec du concassé calcaire de couleur claire.

6.4.9 Remise en état

Sauf demande spécifique, les zones d'interventions seront remise en état à l'identique (terre végétale, trottoir, chaussée, bordures....) ;

Le Titulaire réalisera la signalisation des emplacements ainsi que la protection des bornes après les travaux du lot 2 Electricité.

6.4.10 Offre

Le Titulaire détaillera dans son offre les travaux relatifs aux phases suivantes :

- Les terrassements, contrôles associés et les remises en état ;
- L'approvisionnement et l'installation des massifs bétons
- L'approvisionnement et l'installation des regards.
- L'approvisionnement et l'installation des gaines TPC ;
- L'approvisionnement et l'installation des conducteurs de terre 50mm² ;
- L'approvisionnement et les travaux de mise en place de plaques alvéolées et du concassé.
- L'approvisionnement et l'installation anti-chocs
- Les travaux de signalisations

6.5 Les relevés topographiques et DOE

Pour chaque poste RVE, le Titulaire chiffrera la mise à jour du plan de masse réalisée par un géomètre agréé et respectant la charte graphique du plan masse.

Le DOE comprendra également :

- Un rapport photo de la mise en œuvre par le Titulaire des conducteurs de terre
- Un rapport d'aiguillage démontrant la conformité des gaines mises en œuvre par le Titulaire.
- Un rapport de conformité du compactage

7 ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Titulaire aura les ressources suffisantes pour installer au moins deux zones de postes RVE en parallèle, le Titulaire indiquera dans son offre ses capacités maximales d'intervention (nombres de bornes/zones). Le chapitre dédié au planning ci-après présente une prévision du nombre de postes RVE à installer par an et la fréquence pour y parvenir.

7.1 Personnel d'encadrement

Le Titulaire du marché nommera un Chargé d'Affaires qui assurera le suivi des études et du chantier, il sera l'interlocuteur vis-à-vis du STL et veillera plus particulièrement aux points suivants:

- Contrôle du respect des normes et des standards imposés,
- Contrôle du respect des Exigences de Qualité,
- Préparation des Autorisations de Travaux.

7.2 Personnel d'intervention

Sur Site le Titulaire du marché nommera un chef de chantier ou d'équipe qui aura la charge de conduite de ses effectifs.

Le chef de chantier et le ou les chefs d'équipes veilleront à la bonne application des consignes de sécurité de l'installation concernée.

Le Titulaire du marché s'assurera avant le début du contrat que son personnel d'intervention possède toutes les habilitations requises pour travailler sur le Site de Marcoule.

8 DEMANDE D'EQUIPEMENT D'UN POSTE IRVE

8.1 Prévision des postes RVE à équiper

Le CEA a établi un estimatif des quantités suivant un prévisionnel de postes RVE à équiper. Cet estimatif servira au Titulaire pour renseigner le BPU dans le cadre de la réponse à la consultation. Il n'est en aucun cas engageant pour le CEA.

Le Titulaire accompagnera sa réponse de plannings type de réalisation pour les cas suivants :

- Réalisation des infrastructures bornes (massifs, regards, barrières...) pour installation d'une à trois bornes (utilisation des infrastructures électriques existantes pour l'alimentation), y/c compris études.
- Réalisation des infrastructures complètes (tranchées, gaines, massifs, regards, ...) pour installation d'une à deux bornes, y/c compris études.
- Réalisation des infrastructures bornes pour installation de quatre bornes et plus (utilisation des infrastructures électriques existantes pour l'alimentation), y/c compris études.
- Réalisation des infrastructures complètes (bornes + alimentation) pour installation de quatre bornes et plus, y/c compris études.

Après notification du marché, le CEA transmettra au Titulaire ses besoins à travers de demandes de devis.

8.2 Demande de devis

L'équipement d'un poste fera l'objet d'une demande du CEA, à travers une demande de devis, auprès du Titulaire. Cette demande sera accompagnée

- Du délai escompté de réalisation;
- Du descriptif du poste à équiper;
- De la spécification particulière du poste à équiper.
- De la localisation ;
- De l'extrait du plan de masse ;
- La fiche de demande d'autorisation de terrassement vierge ;
- La fiche de constat relatif à la découverte d'ouvrages inconnus ;
- Les fiches de bon de déchets vierge.

Dès réception de cette demande par le CEA, le Titulaire prévoit sous 48 à 72H une visite obligatoire sur place.

8.3 Réponse du Titulaire

Le Titulaire disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis, pour remettre par mail au CEA un devis mentionnant :

- Le détail des prestations réalisées ;
- Le prix des prestations en application des prix fournis dans le DPGF ;
- La partie nomenclature dans le DPGF ;
- Le planning daté de réalisation des prestations.

Le CEA vérifiera la cohérence technique et financière du devis avec le besoin exprimé et les prix définis dans le BPU.

La validation du devis par le CEA sera notifiée au Titulaire par l'envoi d'un Ordre de Service.

A compter de l'ordre de service, le Titulaire disposera de 10 jours ouvrés pour se mobiliser, faire valider son dossier d'études et commencer son intervention.

9 PLANNING – SUIVI

9.1 Exemple de Macro Planning

Cet exemple de planning est du type de celui remis par le CEA à la demande de devis :

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14
Envoi demande de devis et spécifications	◆													
Visite	◆													
Lot 1 VRD														
Envoi du devis		◆												
Ordre de service		◆												
Etudes														
Travaux														
Finitions														
Lot 2 ELEC														
Envoi du devis		◆												
Ordre de service		◆												
Consignation														
Etudes														
Travaux & Essais														

Il est à retenir que les travaux électriques (Lot 2) débiteront à la suite des travaux VRD. Les travaux de signalisations et protection (Lot 1) seront réalisés à la suite des travaux du lot 2. Le lot 1 doit prévoir dans son offre un déroulement de son intervention en 2 phases.

Détails Lot 1 – VRD – Exemple de planning remis par le Titulaire avec son devis :

Lot 1 VRD		S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11
Envoi du devis			◆									
Ordre de service			◆									
Etudes												
Autorisation Terrassement												
Diffusion des bons déchets												
Autorisation d'Intervention												
Travaux Infrastructures bornes												
Travaux Infrastructures pour alimentation												
Remise en état												
Finitions (signalisation, protections)												
DOE												
Réception des travaux pour le LOT2												

La date des travaux sera à définir avec le CEA.

9.2 Prévisionnel

Ci-dessous les prévisionnels et fréquence de mise en place des bornes par zones, en fonction de leur priorité.

Il s'agit d'une estimation mensuelle comprenant les prestations des lots 1 et 2.

Lors de la réponse à la consultation, le Titulaire remet au CEA un planning contractuel comportant les jalons et événements clés de la prestation. Ce planning détaillera la solution de référence. Il inclura l'ensemble des éléments de la prestation, y compris les phases préparatoires et les délais associés au plan de prévention et à l'analyse de risques associés.

Estimatif / Prévisionnel																			
Zones	Nb de Points de charge	Nb de Points de charge																	
		T0	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17
Contractualisation		◆																	
8 zones en Priorité 1	60																		
7 zones en Priorité 2	38																		
9 zones en Priorité 3	36																		
9 zones en Priorité 4	36																		

9.3 Suivi

Le suivi de réalisation des études des exécutions pour l'équipement d'un poste RVE sera fait lors de réunions avec présence obligatoire du Titulaire et mise à jour du planning si nécessaire. La fréquence sera définie lors du lancement des travaux.

Le CEA se chargera de créer et mettre à jour le compte rendu de réunion sous forme de suivi à partir du compte rendu précédent qui comportera :

- Les références des ordres de service CEA et numéros de la commande ;
- Le planning détaillé avec les avancements en % ;
- Les comptes rendus précédents et leur date ;
- Le compte rendu de la présente réunion
- Les prévisions ;
- Les relevés de décisions.

Le format projet sera mis à disposition du Titulaire en cours de marché. Le Titulaire aura la charge de le compléter pour les besoins du projet.

10 CONDITIONS D'EXECUTION

Dans le cadre de l'accord-cadre, le Titulaire est globalement responsable de la réalisation des fonctions énoncées aux paragraphes précédents, en respectant les caractéristiques et contraintes impératives définies ci-dessous.

10.1 Contraintes d'environnement

La zone de travail et notamment de terrassement fera l'objet d'une levée de doutes préalables par le service SPR.

10.2 Contraintes d'interface

10.2.1 Interfaces techniques

Les éventuelles mises à disposition d'équipements seront gérées au travers du Plan de Prévention et encart de mise à disposition dans les AI.

Si le STL ou l'installation ou service mettent à disposition du fournisseur un équipement, un PV de mise à disposition doit être réalisé par le chargé d'opération STL et l'installation ou service au travers du Plan de Prévention.

10.2.2 Interfaces organisationnelles

Des réunions de suivi auront lieu régulièrement, la périodicité de ces points techniques sera définie lors de la première réunion dite d'enclenchement. Le planning sera établi et tenu à jour par le Titulaire. L'entreprise Titulaire assure l'entière responsabilité du travail de son personnel et de ses actes vis-à-vis de la législation du travail.

10.3 Conditions d'intervention et de travail

Accès au Site

Pour les conditions d'accès sur le Site, l'habillage, les vestiaires, le transport du personnel, la surveillance médicale et la dosimétrie, l'entreprise doit se conformer aux clauses administratives générales applicables sur le site de Marcoule et dans l'installation concernée.

L'entreprise doit appliquer le décret n° 92-158 du 20/02/1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, ainsi que, le cas échéant, le décret de 94 fixant les prescriptions particulières pour les chantiers clos de Bâtiment/Génie Civil.

10.3.1 Généralités

Le Titulaire devra fournir tous les moyens humains et techniques pour la réalisation de ce projet, dans les règles de l'art et en respectant tous les aspects d'hygiène et de sécurité.

Le Titulaire fournira les engins et accessoires de manutention manuelle ou mécanisée nécessaires à la réalisation des travaux, et en particulier pour les travaux d'ouverture des chambres de tirage (grues, girafes, chèvres ...), le terrassement des cheminements à créer, le déroulement des câbles, le contrôle de continuité des liaisons, les VAT...

Toute la signalétique routière (panneaux, feux tricolores, barrières ...) sera prévue. La mise en place des chantiers sur ou à proximité des voies de circulation sera coordonnée avec la FLS et planifiée au moins quinze jours avant l'entame des travaux.

Les lieux des travaux où qu'ils se trouvent seront signalés : pancartes sur les portes avec à minima : le nom de l'entreprise, de son responsable local avec son n° de portable, le nom de l'affaire, le n° de PDP, le nom du CO CEA. Une fiche réflexe type sera créée en s'inspirant des modèles utilisés couramment sur le site.

Les zones de travaux seront systématiquement clairement balisées et protégées, notamment pour les zones de travaux avec l'indication des risques suivants : hauteur, projections, engins de chantier, bruit...

Le Titulaire rangera les zones de travaux tous les jours, les nettoiera complètement chaque fin de semaine, évacuera les déchets et gravats au fur et à mesure et à minima chaque fin de semaine.

Les voies de circulation routière seront nettoyées parfaitement à la fin des travaux de terrassement. Pendant les travaux, toutes les précautions seront prises par le Titulaire pour que les voies de circulation soient sûres pour leurs usagers.

Les travaux par points chauds seront impérativement limités au strict minimum. L'outillage adapté sera utilisé (scie sabre...). S'il n'est pas possible de se dispenser de meuleuse, disqueuse, chalumeau... des permis de feu seront établis et des modes opératoires rédigés.

Les extincteurs agréés nécessaires seront de fourniture entreprise, les extincteurs à eau pulvérisée seront systématiquement préférés à la poudre.

Tous les matériels, équipements, appareils ou engins auront leurs documents de conformité et de vérifications périodiques à jour. Ces documents seront fournis au CEA et présents sur le chantier.

Les notices d'utilisation des matériels seront à disposition sur le chantier.

Les personnels seront formés, habilités et autorisés par leur employeur à utiliser ces matériels.

Tous les documents seront fournis au CEA et systématiquement présents sur le chantier avec le Pdp ou le PPS et les AI couvrant les travaux et les personnes présentes.

10.3.2 Conditions de sécurité

Les travaux feront l'objet d'un Plan de Prévention, et chaque phase de travaux sera gérée par une Autorisation d'Intervention (AI) délivrée par l'installation concernée. Les demandes de consignation ou les permis de feu seront établis aux besoins.

10.3.3 Travail en zone délimitée

Sans objet.

10.3.4 Travaux en présence d'amiante relevant de la sous-section 4.

Avant la préparation d'une intervention, le Titulaire doit obligatoirement consulter le Dossier Technique Amiante (DTA) de l'installation concernée (auprès de la sécurité installation).

En fonction des travaux à réaliser, si le DTA ne dispose pas d'informations sur la réalisation d'un repérage exhaustif de la zone de travaux avec contrôle destructif, alors le CEA devra préalablement réaliser un repérage avant travaux. Sur la base de ce repérage avant travaux fourni par le CEA, en cas de présence d'amiante, le CEA fera réaliser les interventions nécessaires de sous-section 4 (hors Lot 1) avant intervention du Titulaire.

10.3.5 Habilitations

Les travaux s'effectueront dans les domaines électriques BT et HTA, le personnel intervenant de l'entreprise prestataire devra être Titulaire des habilitations nécessaires définies par la nouvelle norme NFC 18-510. Les attestations nominatives de formation devront être jointes à la réponse de la présente consultation.

De manière générale les formations ci-dessous peuvent être demandées :

- Formation « Accueil site Marcoule »,
- Formation « sécurité installation »,

- Formation « Installation SAG ».

11 MANAGEMENT QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT

Le Centre de Marcoule a mis en place un système de Management Intégré , selon les normes en vigueur pour la poursuite des activités du centre dans la maîtrise de la qualité, de la sécurité, de la sureté et de l'environnement.

11.1 Spécifications relatives à la Qualité et l'Environnement

Le titulaire doit disposer d'un Système de Management de la Qualité conforme aux exigences de la **norme ISO 9001**. Dans le cas où l'entreprise serait certifiée, une copie du certificat sera transmise. Dans le cas contraire, le titulaire devra spécifier le périmètre de son Système de Management de la Qualité et justifier les zones exclues.

Dans tous les cas, la CEA se réserve le droit d'auditer l'entreprise pour vérifier la conformité à ses exigences.

Le titulaire fournira, dans un délai de deux mois après la passation du marché, un Plan de Management Qualité Sécurité Environnement Particulier qui explicitera l'organisation mise en place pour la réalisation de la prestation. Ce plan de management devra être approuvé par le CEA.

L'organisation et les dispositions documentaires seront portées à la connaissance du CEA. Des indicateurs de pilotage seront mis en place pour suivre la qualité de la prestation et seront communiqués au CEA.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels seront tenus de prendre connaissance, de respecter et d'appliquer la politique environnementale du CEA Marcoule ainsi que les consignes qui en découlent.

Le CEA indique les Aspects Environnementaux Significatifs qui peuvent être impactés par la prestation. L'entreprise prestataire remettra le tableau (cf. Annexe 1) complété en même temps que son offre technique et commerciale.

Le CEA fournit la liste des documents applicables dans le cadre de la prestation. Le titulaire vérifie que les procédures, modes opératoires et autres documents techniques permettent la maîtrise opérationnelle des AES concernés. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement qui sera intégré dans le dossier d'affaire (cf. Annexe 2).

11.2 Sécurité

Outre le respect des règles et procédures énoncées au paragraphe 2 du présent cahier des charges le titulaire devra se référer au code de sécurité du CEA Marcoule et respecter les procédures et règles de sécurité qui le composent.

Le **Code de Sécurité (CdS)** constitue la référence applicable sur Marcoule ; il regroupe les textes applicables de portée générale Centre dans tous les domaines de la sécurité nucléaire et non nucléaire. Il présente le contexte sécurité du centre et les consignes et procédures générales applicables sur le centre.

Le Code de Sécurité du CEA Marcoule constitue le **référentiel réglementaire et d'action applicable à tous** et regroupe tous les documents utiles et nécessaires à l'exercice de la fonction de chef d'installation, pour tous les domaines de la sécurité. Il s'applique sur les sites de MARCOULE et PIERRELATE, sauf mention particulière.

C'est un recueil thématique couvrant les 11 thèmes suivants : Les documents généraux de sécurité ; la sécurité conventionnelle ; la sûreté nucléaire ; la gestion en cas de crise ; la radioprotection ; la maîtrise

environnementale ; les matières nucléaires ; les sources radioactives ; le transport des matières dangereuses, la gestion des déchets ; la protection des personnes et des biens

Le code de sécurité n'est pas joint, il est consultable sur l'intranet du CEA Marcoule. Les documents applicables aux entreprises prestataires qui le composent peuvent être fournis sur demande.

Règles de sécurités particulières :

Une attention particulière sera portée sur les deux points suivants :

✓ **Echafaudages**

L'utilisation d'un échafaudage sur le centre de Marcoule est définie par la procédure « CSNSQ PR SEC 027 » et rappelle notamment les points suivants :

- dans le cadre d'utilisation d'un échafaudage, celui-ci doit systématiquement faire l'objet d'une réception après montage par une personne habilitée.
- une vérification journalière doit être réalisée afin de vérifier l'état de conservation de l'échafaudage. Celle-ci doit faire l'objet d'un enregistrement.
- en cas de non-conformité décelée lors de la réception, un balisage « non conforme » doit être mis en place de manière visible au niveau des accès .
- les accès doivent être consignés pour éviter toute utilisation, tant que la non-conformité n'est pas levée par une réception spécifique de l'équipement.

✓ **Matériel électrique**

Tout matériel électrique utilisé sur un chantier (outillage électro portatif, coffrets de chantiers...) doit être conforme et vérifié par l'utilisateur avant chaque emploi.

Il sera impérativement remis au chargé d'opération le rapport de contrôle en cours de validité attestant la conformité de chaque équipement. L'utilisation d'un matériel non conforme est interdite sur chantier. Le CEA se réserve le droit de faire interdire l'utilisation d'un équipement qu'il juge dangereux.

11.3 Gestion des déchets

Au CEA Marcoule le tri des déchets est effectué à la source.

Une organisation fonctionnelle a été mise en place avec la nomination dans chaque installation d'un correspondant déchets.

Tous les déchets générés par l'activité de la présente prestation seront traités en accord avec le correspondant déchets de l'installation où se déroulent les opérations et conformément aux procédures en vigueur.

Le titulaire du marché devra limiter sa production de déchets au strict minimum et prendre en compte leur gestion.

A ce titre :

- ✓ En cas de besoin, il mettra à disposition un moyen de collecte si possible fermé (bac, benne ...) afin de garantir le tri des déchets.
Dans le cas où le réceptacle est utilisé par plusieurs entreprises, un document / une convention, sera rédigé afin de formaliser le mode de fonctionnement et de s'assurer de la traçabilité des déchets.
- ✓ Elle limitera les quantités de matières susceptibles de devenir des déchets : emballages, ... etc.

Pour les déchets conventionnels issus des zones conventionnelles sans radioactivité ajoutée et ne présentant donc aucune radioactivité l'entreprise se réfèrera et appliquera, en collaboration avec le correspondant déchets de l'installation où se déroulent les travaux, les procédures suivantes :

- ✓ Gestion des Déchets Industriels Dangereux : MAR/DIR PR S2-151,

- ✓ Gestion des terres et gravats de type conventionnel avant évacuation du centre de MACOULE : MAR PR GEN 018,
- ✓ Gestion des Déchets Industriels Banals (DIB) : DIR/VRH PR S2-153.

11.4 Performance Energétique

Le CEA Marcoule s'est engagé dans une démarche de Management de l'Energie, et a obtenu la certification ISO 50001, visant à assurer une diminution de ces consommations énergétiques, et à coordonner les actions de tout un chacun.

11.5 Suivi des exigences

Le CEA se réserve le droit d'effectuer des visites de chantier et des audits de l'EM, aussi bien au niveau organisationnel que de la réalisation des prestations sur le terrain.

Le CEA adaptera le niveau de contrôle en fonction des exigences du cahier des charges mais restera particulièrement vigilant sur le respect des aspects suivants :

- ✓ la sécurité des personnes et des biens (application du décret 92.158 du 20 février 92, du code de sécurité Marcoule et des consignes de sécurité des installations où se déroulent les opérations),
- ✓ la sûreté des installations notamment au travers du traitement des EIS ou EIP,
- ✓ le respect de la réglementation applicable,
- ✓ la maîtrise documentaire et l'enregistrement des opérations,
- ✓ la maîtrise de la réalisation et de la traçabilité des prestations,
- ✓ la maîtrise et la traçabilité des « écarts »,
- ✓ la maîtrise par le prestataire de ses sous-traitants éventuels,
- ✓ la maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure
- ✓ ... etc.

Cette liste non exhaustive n'affranchit pas la responsabilité du prestataire sur le non-respect de textes réglementaires ou normatifs non cités dans le présent cahier des charges.

12 MAITRISE DE LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est tenu de soumettre à l'accord du CEA toute sous-traitance (sur site, hors site, études...) et en particulier toute nouvelle sous-traitance non identifiée à l'enclenchement de l'affaire.

Lorsque la sous-traitance est acceptée par le CEA, le titulaire doit répercuter à ses sous-traitants, dans la mesure où ils sont concernés, les exigences techniques et administratives définies dans le présent CCTP et dans les documents associés, en particulier celles relatives à la maîtrise de la qualité. Les sous-traitants doivent répercuter ces exigences à leurs propres sous-traitants dans les mêmes conditions.

**ANNEXE N° 1 - Identification des Aspects Environnementaux (AE)
de la prestation**

L'entreprise prestataire complète la fiche ci-dessous et la transmet au CEA en même temps que son offre technique et commerciale. Une fois le marché signé ce document sera joint au PQEP et mis à jour au tant que de besoin.

Cette démarche doit être mise en œuvre dès la conception (la préparation des opérations de maintenance) afin que les solutions techniques retenues soient optimisées vis-à-vis de l'environnement.

Identification de la prestation		
Titre de la prestation :	Titre de la prestation objet du cahier des charges	
Référence contrat :	Commande n°	Du

Aspects environnementaux de la prestation	Non	Oui	Quantité estimée
Emission dans l'air			
Rejets gazeux radioactifs			
Rejets gazeux non radioactifs :			
- Gaz de combustion (moteurs hors véhicules)			
- Fluides frigorigènes			
- Solvants			
Rejets dans l'eau			
Rejets liquides radioactifs			
Rejets d'eaux industrielles			
Production de déchets			
Déchets solides radioactifs			
Déchets Industriels Banals (DIB)			
Déchets Inertes (DI)			
Déchets Industriels Dangereux (DID)			
Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)			
Utilisation de matières premières			
Huiles			
Fioul			
Gaz			
Eau			
Electricité			
Autres			
Autres utilisations			
Utilisation de produits chimiques			
Utilisation de sources radioactives			
Utilisation d'appareillage soumis à réglementation			Fournir justification de conformité.
Autres activités			
Transport			
Dépotage			
Autres			
Nuisances			
Bruits			
Autres			

**ANNEXE N°2 - Maîtrise opérationnelle des Aspects Environnementaux
(AE) de la prestation.**

Une fois le marché signé, pour chaque aspect environnemental (AE), l'entreprise titulaire du marché vérifie que les procédures, modes opératoires et autres documents techniques permettent la maîtrise opérationnelle des AES concernés.

Pour chaque AE cette vérification permet de renseigner le tableau ci-dessous. Ce tableau fait l'objet d'un enregistrement qui sera intégré dans le dossier d'affaire. Un exemplaire de chaque enregistrement est transmis au CEA en même temps que le PQEP.

Identification de la prestation		
Titre de la prestation :	Titre de la prestation objet du cahier des charges	
Référence contrat :	Commande n°	Du

Identification de l'Aspect Environnemental
--

Maîtrise opérationnelle	
Moyens matériels de maîtrise :	
Maîtrise des postes de travail critiques :	
Maîtrise de l'approvisionnement des matières premières :	
Organisation mise en place pour l'opération :	
Surveillance et mesurage	
Gestion des situations d'urgence	